
Le rôle des migrants africains dans les changements politiques de leur pays d'origine: participations, mobilisations, trajectoires militantes, et transferts de normes

Thibault Jaulin^{*1}, Sandrine Mesple-Somps^{*2}, Sadio Soukouna^{*3,4}, and Claire Vincent-Mory^{*5}

¹Jaulin (SciencePo CERI) – Sciences Po – France

²Mesplé-Somps (DIAL, IRD Université Paris-Dauphine) – Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMRDIAL – France

³Institut des mondes africains (IMAF) – Université Paris I - Panthéon-Sorbonne – Institut des mondes africains - 9, rue Malher 75004 Paris, France

⁴Migrations internationales, espaces et sociétés (MIGRINTER) – Université de Poitiers, CNRS : UMR7301 – Maison des Sciences de l'Homme et de la Société - 99 avenue du Recteur Pineau - 86000 Poitiers, France

⁵Sociologie, philosophie et socio-anthropologie politiques (SOPHIAPOL) – Université Paris X - Paris Ouest Nanterre La Défense – Bâtiment D, bureau 201d Université de Paris Ouest Nanterre 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, France

Résumé

Cet atelier a pour objectif de faire dialoguer des travaux en sociologie, en économie et en sciences politiques afin de comprendre dans quelle mesure la mobilité représente, ou non, un vecteur de changement politique en Afrique.

La grande majorité des pays africains se caractérise par des institutions politiques fragiles et par des flux de migration intenses, à la fois vers des pays développés et vers des pays voisins. L'implication des migrants africains dans la vie politique de leur pays d'origine se manifeste sous des formes multiples (engagement partisan, mobilisations, campagnes électorales, réseau d'influence, carrière politique des migrants de retour, etc.) et les pays africains sont de plus en plus nombreux à adopter le droit de vote à distance pour leurs citoyens résidents à l'étranger. Jusqu'à récemment, les chercheurs ont porté une attention limitée à l'impact potentiel que ces flux ont sur le politique en Afrique. Historiquement, l'étude des migrations africaines s'est concentrée sur les ressorts économiques et sociaux de l'émigration, et sur les retombées des transferts financiers des migrants au niveau des ménages. Par la suite, le concept de transferts sociaux (social remittances) (Levitt, 1998) a permis de mieux analyser les relations multiformes que les migrants entretiennent avec leur pays d'origine et leurs effets sur les structures et les pratiques sociales. Récemment, des travaux empiriques ont montré que les migrations vers des pays dont les institutions démocratiques sont plus solides contribuent à une amélioration de la gouvernance dans les pays exportateurs de main d'oeuvre, à travers un processus de transferts de normes (Chauvet et Mercier, 2014). Toutefois, d'autres études

*Intervenant

sur les préférences politiques transnationales des migrants insistent sur la reproduction parmi ces derniers des formes d'appartenance et d'allégeances propres à leur pays d'origine (Jaulin, 2014).

Cet atelier vise donc à faire dialoguer des travaux récents qui mobilisent des approches disciplinaires et des méthodologies différentes afin de mieux comprendre comment les pratiques politiques transnationales des migrants contribuent aux processus de transferts normatifs vers les pays d'origine de ces derniers.